2. In der Sache selbst ist der Auffassung der Vorinstanz, daß das Betreibungsamt Luzern zur Vornahme der fraglichen Pfändungen örtlich unzuständig gewesen sei, beizustimmen. Zunächst kann nicht davon die Rede sein, daß bezüglich der beiden Pfändungen Luzern als Betreibungsort des Arrestes nach Art. 52 SchRG hätte in Betracht kommen können. Dieser Betreibungsort war gegeben hinsichtlich des in der früheren Arrestbetreibung verwerteten Depositums als eines in Luzern sich befindlichen Arrestgegenstandes, aber nicht hinsichtlich des gepfändeten Bankguthabens. Denn in letzterem läßt sich einerseits unmöglich, auch nicht, wenn es als Forderung aufgefaßt wird, ein in Luzern befindliches Vermögensstück erblicken, weshalb es für sich Gegenstand einer Arrestbetreibung nicht hat bilden dürfen und auch in Wirklichkeit nicht gebildet hat. Andererseits aber folgt daraus, daß jenes frühere Depositum auf dem Wege einer Arrestbetreibung in Luzern hatte liquidiert werden können, keineswegs, daß damit Luzern auch bezüglich weiterer Vermögensstücke des Rekursgegners Betreibungsort geworden wäre. Eine solche Auffassung entbehrt jeder gesetzlichen Rechtfertigung, mag nun die verlangte Beschlagnahme weiterer Vermögensstücke sich als Ergänzungs- oder Nachpfändung in einer noch nicht abgeschlossenen Arrestbetreibung darstellen (vergl. Urteil des Bundesgerichts in Sachen Pelzer & Cie. vom 18. Februar 1904), oder mag sie, wie hier der Fall, gemäß Art. 149 Abs. 3 auf Grund eines Verlustscheines in einem Nachverfahren erfolgen.

Unhaltbar ist aber auch die fernere Annahme, daß Betreibungsamt Luzern habe als dasjenige des Wohnsitzes des Schuldners nach Art. 46 SchRG in Sachen handeln können. Aus den Akten ergibt sich, daß der Rekursgegner seinen Wohnsitz bis zum April 1903 in Jaffa gehabt und daß, soweit er denselben seither aufgegeben hat, dies jedenfalls nicht unter Begründung eines solchen in Luzern geschehen ist. In letzterer Beziehung genügt es, darauf hinzuweisen, daß der Rekursgegner laut Angabe in den Pfändungsurkunden im maßgebenden Zeitpunkt, dem des fraglichen Pfändungsverfahrens, in Luzern als „unbekannt abwesend“ galt. Damit verbietet sich ohne weiteres auch die einzig noch übrig bleibende Eventualität, Luzern als

Betreibungsforum des Aufenthaltes des Schuldners gemäß Art. 48 SchRG zu betrachten.

Demnach hat die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer erkannt:

Der Rekurs wird abgewiesen.

37. Arrêt du 15 mars 1904, dans la cause Schaffner.

Art. 231, al. 2 LP: Effet rétroactif de la demande d'un créancier de procéder à la faillite ordinaire? — al. 3 eod.

A. Le 14 novembre 1903, Achille Grosjean, ancien huissier et procuré de commerce, à Péry, a été déclaré en faillite; conformément à l'art. 231, al. 1 et 2 LP, le juge ordonna la liquidation sommaire, et la publication prévue à l'alinéa 3 du même article intervint régulièrement.

Le 13 janvier 1904, l'office des faillites de Courtelary procéda au dépôt de l'état de collocation; le délai d'opposition expirait ainsi le 23 janvier; les créanciers en furent régulièrement avisés par la publication prescrite par l'art. 249, al. 2 LP.

B. Le 18 janvier 1904, Heinrich Schaffner, créancier du failli, et dont l'inscription au passif de la masse ne paraît pas avoir été contestée, requit de l'office des faillites de Courtelary la liquidation de la masse en la forme ordinaire, conformément à l'art. 231, al. 2 LP, et demanda qu'en conséquence l'état de collocation du 13 janvier fût révoqué.

Le 19 janvier 1904, Schaffner ayant fait d'ailleurs l'avance de frais prévue par la loi, l'office de Courtelary répondit qu'il donnerait suite à la demande de liquidation en la forme ordinaire, mais qu'il refusait de révoquer l'état de collocation déjà déposé.

C. Schaffner porta plainte contre l'office, en raison de ce refus, auprès de l'Autorité cantonale de surveillance, en concluant à ce qu'il plût à celle-ci:

a) ordonner à l'administrateur de la faillite Achille Grosjean de procéder ab initio aux opérations de cette faillite à liquider par voie ordinaire, et en conséquence de révoquer l'état de collocation dressé dans la liquidation sommaire ;

b) éventuellement, ordonner les mesures justifiées par les circonstances et donner à l'administrateur de la faillite Grosjean toutes directions nécessaires.

A l'appui de ces conclusions, le plaignant soutenait que, dès la demande présentée par un créancier en vue d'obtenir, en conformité de l'art. 231 LP, la liquidation de la faillite en la forme ordinaire, l'office devait reprendre toutes les opérations de la faillite dès le début et procéder tout de nouveau comme s'il se trouvait dès ce moment-là seulement en présence du jugement déclaratif de faillite.

Par décision en date du 6 février 1904, l'Autorité cantonale de surveillance écarta la plainte comme mal fondée, la demande de Schaffner du 18 janvier ne pouvant avoir aucun effet rétroactif, ne pouvant en particulier avoir pour conséquence de priver des créanciers ou des tiers de leurs droits acquis et ne devant provoquer autre chose que la substitution, pour toutes les opérations à venir, de la liquidation en la forme ordinaire à la liquidation sommaire.

D. C'est contre cette décision que Schaffner déclare, en temps utile, recourir auprès du Tribunal fédéral, Chambre des Poursuites et des Faillites, en reprenant les conclusions de sa plainte auprès de l'Autorité cantonale. Le recourant concède bien toutefois que les opérations de la faillite, dans lesquelles des tiers sont intéressés et desquelles il est résulté pour ces tiers des droits acquis, — comme par exemple, la réalisation de l'actif, — ne peuvent être annulées ou révoquées ; mais il soutient que toutes les autres opérations dans lesquelles, — comme par exemple, dans l'état de collocation, — il n'y a d'autres intérêts en jeu que ceux des créanciers et du failli, tombent ipso facto par le dépôt de la demande d'un créancier tendant à ce que la faillite soit liquidée en la forme ordinaire, et qu'il doit y être procédé tout de nouveau.

Statuant sur ces faits et considérant en droit :

L'art. 231 LP ne confère à la demande du créancier qui requiert la liquidation de la faillite en la forme ordinaire contrairement au prononcé du juge ordonnant la liquidation sommaire, expressis verbis, aucun effet rétroactif. La question est donc de savoir si, malgré ce silence de la loi, une telle demande a pour effet d'annuler ou de faire révoquer ipso facto toutes les opérations de la faillite auxquelles il a été procédé jusqu'alors, ou du moins toutes celles dans lesquelles un tiers n'est point intéressé et desquelles ne découlent point pour ce tiers de droits acquis. Du silence de la loi, l'on pourrait déduire déjà que si le législateur avait voulu attacher de tels effets à une demande de cette nature, il l'eût dit expressément. Mais, il y a plus. La publication prescrite par l'art. 231, al. 3 LP et par laquelle les créanciers sont invités à effectuer leurs productions, porte à la connaissance des créanciers, dès le début des opérations, que la liquidation de la faillite a lieu en la forme sommaire (voir Jaeger, ad art. 231, notes 7 et 8) ; si donc l'un ou l'autre des créanciers estime que, pour lui et pour une raison ou pour une autre, la liquidation en la forme ordinaire est préférable à la liquidation sommaire, il a la faculté d'en présenter la demande immédiatement ; ses droits sont ainsi pleinement sauvegardés. Mais lorsqu'il a convenu, en revanche, à un créancier de ne pas faire usage immédiatement de cette faculté et de laisser la liquidation sommaire se poursuivre durant un certain temps, il est impossible d'apercevoir la raison pour laquelle il faudrait attacher à sa demande de liquidation en la forme ordinaire, qu'il ne dépendait que de lui de présenter plus tôt, un effet rétroactif en vertu duquel il y aurait lieu d'annuler ou de révoquer tout ou partie des opérations auxquelles l'office a procédé régulièrement au cours de la liquidation sommaire. Les considérations ci-dessus conduisent bien plutôt à admettre que la demande que peut présenter un créancier du failli en vertu de l'art. 231, al. 2 LP, ne peut avoir d'autre effet que de substituer, pour toutes les opérations à venir, la liquidation en la forme ordinaire à

la liquidation sommaire d'abord ordonnée par le juge. Il s'ensuit que c'est avec raison que l'office des poursuites de Courtelary s'est refusé à révoquer l'état de collocation antérieur à la demande de Schaffner du 18 janvier et que l'Autorité cantonale a écarté la plainte de ce dernier à ce sujet comme mal fondée. Le fait que, dans une liquidation en la forme ordinaire, il fût intervenu une assemblée de créanciers qui eût pu nommer une administration spéciale, ou encore une Commission de surveillance, et que, dans ces conditions, l'état de collocation eût été peut-être dressé d'une façon différente de celle en laquelle l'office a établi celui du 13 janvier, est évidemment indifférent en la cause et ne saurait prévaloir contre les considérations ci-dessus, puisque, encore une fois, il ne dépendait que des créanciers, et d'une demande de leur part, présentée en temps utile, d'obtenir qu'il fût procédé de la sorte.

Par ces motifs,

La Chambre des Poursuites et des Faillites
prononce :

Le recours est écarté.

38. Arrêt du 15 mars 1904,

dans la cause *Société des Usines électriques de la Lonza.*

Constatations de fait de l'instance cantonale ; inadmissibilité de preuves nouvelles et d'allégués nouveaux dans la plainte au TF. Art. 184, 196 bis OJF. — **Art. 109 LP** : Possession du débiteur. (Saisie d'immeubles.) Portée de l'inscription au registre foncier.

A. La Société anonyme Kesselschmiede, de et à Richterswil, et Joseph Griffey, au Pont, poursuivent Louis Potterat, ingénieur, à Yverdon, au paiement des sommes capitales de 45 000 fr. et 92 670 fr., accessoires réservés, poursuites Nos 6424 et 2458, formant ensemble la série 327⁵. Après une saisie principale en date du 2 mai 1903, les créanciers requi-

rent, le 5 décembre 1903, la saisie complémentaire de différents biens, entre autres de divers immeubles à Thusis. Le 16 décembre 1903, l'office des poursuites de Thusis, agissant par délégation de l'office d'Yverdon, procéda à la saisie des biens suivants :

1° une bande de terrain située dans les gorges du Rhin postérieur, inscrite au nom du débiteur au Registre foncier B, transactions Nos 389, 390, 391 et 392, estimée 4000 fr. ;

2° un autre immeuble également en nature de terrain, au lieu dit « bei der alten Säge », inscrit également au nom du débiteur au Registre foncier B, transaction N° 396, estimé 1500 fr. ;

3° la conduite hydraulique à travers les terrains ci-dessus, et	} estimées ensemble 900 000 fr.
4° l'usine ou station centrale, au lieu dit « bei der alten Säge. »	

B. Tous ces biens immobiliers ayant été revendiqués, lors de la saisie, par la Société suisse d'électrochimie, à Thusis, ou par la Société des usines électriques de la Lonza, à Genève, avec laquelle la première avait fusionné, l'office d'Yverdon porta cette revendication sur le procès-verbal de saisie dont copie fut adressée le 18 décembre 1903 aux créanciers, auxquels fut assigné par la même occasion le délai de dix jours de l'art. 109 LP pour intenter action.

Le 26 décembre 1903, les deux créanciers, — Kesselschmiede de Richterswil et Joseph Griffey, — portèrent plainte contre l'office d'Yverdon auprès de l'Autorité inférieure de surveillance tant au sujet de cette assignation de délai qu'en raison d'autres procédés qui ne sont plus en discussion aujourd'hui. Les plaignants demandaient qu'il fût fait application en l'espèce des art. 106 et 107, et non de l'art. 109 LP, puisque les immeubles saisis étaient inscrits au Registre foncier au nom du débiteur et que c'était en conséquence celui-ci qui, jusqu'à preuve du contraire, devait être considéré comme ayant la propriété, et, partant, aussi la possession des immeubles saisis.

Par décision en date du 29 décembre 1903, l'Autorité in-